

Mémoire présenté dans le cadre des consultations prébudgétaires fédérales de 2026

Par la Coalition pour les données fédérales sur le secteur à but non lucratif

En tant qu'organisations :

- Bénévoles Canada
- Big Brothers Big Sisters of Canada
- BridgePoint Center for Eating Disorder Recovery
- Circle on Philanthropy
- Community Sector Council Newfoundland and Labrador
- EMBRACEHEALTHFOUNDATION
- Imagine Canada
- L'alliance nationale pour l'enfance et la jeunesse
- OCASI - Ontario Council of Agencies Serving Immigrants
- Philanthropic Foundations Canada
- Pillar Nonprofit Network
- Resilient Kids Canada
- Vantage Point
- Skills for Change
- SETSI
- Terrace Women's Resource Centre Society
- The Nonprofit Chamber

En tant qu'individus :

- Bruce Martin, Professeur, Université Thompson Rivers
- Cathy Barr, Professeure associée de recherche, Université Carleton
- François Brouard, Professeur titulaire, Sprott School of Business, Université Carleton
- Nathan Grasse, Professeur agrégé, Université Carleton
- Ushnish Sengupta, professeur adjoint, Université Algoma

Résumé des recommandations

- Recommandation 1: Maintenir le financement des principaux produits de données existants sur le secteur à but non lucratif.
- Recommandation 2: Veiller à ce que l'élargissement des exigences de déclaration imposées aux organismes à but non lucratif au niveau fédéral se traduise par des données de haute qualité et accessibles, sans engendrer de fardeau administratif excessif.

Contexte

Les organismes à but non lucratif canadiens emploient plus de personnes que tout autre secteur.¹ Malgré notre contribution économique, le manque de données sur notre secteur entrave notre capacité à fournir des services de qualité aux collectivités et crée des inefficacités pour le gouvernement et les organismes à but non lucratif. Le présent mémoire souligne l'importance de maintenir les principaux produits de données sur le secteur à but non lucratif afin de permettre une prise de décision efficace et efficiente au service des collectivités. Nous demandons également au gouvernement de veiller à ce que l'élargissement des exigences de déclaration visant les organismes à but non lucratif se traduise par des données de haute qualité et accessibles sans créer de fardeau administratif excessif.

Le gouvernement s'est fixé des objectifs ambitieux, allant de l'attraction de talents internationaux à la réduction du coût de la vie. Les organismes à but non lucratif sont des partenaires essentiels en matière de logement abordable, de réduction de la pauvreté, d'établissement des personnes immigrantes et plus encore. Les données seront déterminantes pour élaborer des politiques judicieuses, assurer une allocation efficace des ressources et établir des partenariats productifs menant à des résultats mesurables dans les domaines prioritaires.

Cependant, le gouvernement s'est également engagé à réduire les dépenses, notamment à Statistique Canada. Bien que nous soutenions la modernisation et l'amélioration de l'efficacité de Statistique Canada, il est crucial que les compressions budgétaires n'entraînent pas une réduction des données pourtant essentielles pour relever les grands défis auxquels notre pays est confronté aujourd'hui.

Le secteur à but non lucratif du Canada est un pilier essentiel de notre économie, contribuant à hauteur de 8,4 % au PIB du pays² et employant 2,9 millions de personnes.³ En 2023, le bénévolat représentait une valeur économique de 31,7 milliards de dollars.⁴ Le partenariat entre les organismes à but non lucratif et l'État est une pierre angulaire d'une économie forte et de collectivités solides. Dans le monde complexe d'aujourd'hui, le gouvernement fédéral s'appuie sur les organismes à but non lucratif pour offrir de nombreux services essentiels qu'il devrait sinon fournir lui-même. À titre de partenaires, nous apportons une expertise, des liens étroits avec les collectivités et des approches agiles.

¹ [Imagine Canada. L'humain derrière la mission : portrait de la main-d'œuvre du secteur à but non lucratif au Canada.](#)

² [Statistique Canada. Tableau 36-10-0616-01 : Produit intérieur brut \(PIB\) des institutions sans but lucratif par sous-secteur.](#)

³ [Statistique Canada. Tableau 36-10-0617-01 : Emploi dans les institutions sans but lucratif par sous-secteur.](#)

⁴ [Statistique Canada. Tableau 36-10-0618-01 : Valeur économique de l'activité bénévole.](#)

Notre secteur est confronté à un déficit de données. Pendant des décennies, le gouvernement fédéral n'a pas recueilli de données exhaustives et régulières sur le secteur à but non lucratif. Au cours des dernières années, nous avons constaté certains progrès, le gouvernement ayant commencé à mettre à jour plus fréquemment le Compte satellite des institutions sans but lucratif et du bénévolat et à inclure un échantillon d'organismes à but non lucratif dans l'Enquête canadienne sur la situation des entreprises. Cependant, nous manquons toujours d'informations de base sur de nombreux aspects du secteur et nous nous appuyons régulièrement sur des données vieilles de plusieurs décennies. Lorsque des données sur le secteur à but non lucratif existent, elles ne sont souvent pas disponibles sous une forme facilement accessible, utilisable ou désagrégée. Avec les compressions budgétaires qui touchent Statistique Canada, nous craignons de perdre les progrès durement acquis ces dernières années.

Bien que les organismes à but non lucratif reçoivent un financement gouvernemental, nous mobilisons également des financements privés et générons nos propres revenus. À l'instar des entreprises, nous avons besoin d'informations complètes et à jour pour éclairer nos décisions en matière de finances, de ressources humaines, de prestation de services et de gestion.

Alors que nous faisons face à de multiples crises qui se recoupent, les collectivités ne peuvent se permettre d'utiliser leurs ressources de manière inefficace. Les dons et le bénévolat sont en baisse, tandis que les coûts d'exploitation et la demande pour de nombreux services augmentent. L'an dernier, Banques alimentaires Canada a signalé une augmentation de 99 % du nombre total de visites entre 2019 et 2025.⁵ Les données peuvent aider à repérer et à déployer à plus grande échelle les services des organismes à but non lucratif ayant le plus d'impact, à combler les lacunes et les inégalités en matière de services, à réduire les chevauchements et à favoriser la collaboration.

En somme, des données à jour et de haute qualité permettent d'obtenir de meilleurs résultats pour les collectivités, le gouvernement et les organismes à but non lucratif.

Recommandation 1 : Maintenir le financement des principaux produits de données existants sur le secteur à but non lucratif

Le budget de 2025 comprenait un engagement à réduire les coûts de Statistique Canada allant jusqu'à 15 % sur trois ans.

Nous appuyons l'adoption par de méthodes statistiques modernes qui permettront de produire des données de haute qualité à moindre coût. Cependant, nous exhortons Statistique Canada à

⁵ [Banques alimentaires Canada. « Bilan-Faim 2025 ».](#)

informer le secteur et à le consulter sur toute modification importante apportée aux ensembles de données qui fournissent des renseignements clés sur notre secteur, afin de garantir que les produits de données continuent de répondre aux besoins.

Nous sommes également préoccupés par la réduction par l'organisme gouvernemental de la fréquence et du niveau de détail de la collecte de données sur les ensembles de données jugés « moins pertinents pour la population canadienne ». Malgré notre contribution économique et la prestation de services dont des millions de personnes dépendent au quotidien, le secteur à but non lucratif est rarement au centre des discussions publiques sur l'économie. Par exemple, les 1,2 milliard d'heures de travail bénévole formel consacrées aux organismes de bienfaisance et aux organismes à but non lucratif en 2023 constituent un pilier structurel de nos collectivités, un pilier que le gouvernement devrait remplacer à un coût considérable s'il venait à disparaître. Les produits de données que cette coalition demande au gouvernement de maintenir sont les principaux outils permettant de vérifier si ce pilier tient bon. Les résultats de la plus récente Enquête sur le don, le bénévolat et la participation montrent que les taux de bénévolat formel et de don ont tous deux diminué entre 2018 et 2023, alors même que la demande pour de nombreux services d'organismes à but non lucratif a augmenté. Sans cette enquête, cet écart serait invisible aux yeux des instances décisionnelles, et les décisions continueraient d'être prises comme si la capacité du secteur demeurerait stable. Le maintien de ces produits de données n'est pas un engagement abstrait envers la mesure, c'est un engagement à veiller à ce qu'un secteur souvent négligé soit représenté dans les données du pays.

Il existe de nombreux exemples d'utilisations concrètes et percutantes des données sur le secteur à but non lucratif. En Alberta, grâce à un partenariat interministériel s'appuyant sur les données de déclarations annuelles, le gouvernement provincial a créé [un tableau de bord répertoriant les organismes à but non lucratif](#) qui a été largement utilisé tant par le secteur que par le gouvernement. Lorsque des feux de forêt dévastateurs ont frappé Jasper en 2024, le gouvernement de l'Alberta a pu se servir de ces données pour repérer rapidement tous les organismes à but non lucratif de la région et les joindre en un temps record afin de coordonner une intervention communautaire rapide.

Au cours des dernières années, le secteur à but non lucratif a collaboré avec Statistique Canada pour commencer à combler ce déficit de données. Parmi les principales avancées, on peut citer :

- des publications plus régulières du Compte satellite des institutions sans but lucratif et du bénévolat, qui nous fournit des données sur la contribution du secteur au PIB et à l'emploi;
- deux mises à jour du Module sur les ressources humaines du Compte satellite, qui fournit des informations de base sur la main-d'œuvre;
- l'intégration d'un échantillon d'organismes à but non lucratif dans l'Enquête canadienne sur la situation des entreprises, qui nous fournit des informations cruciales et actuelles sur notre environnement opérationnel.

De plus, les deux produits de données suivants nous ont été d'une grande utilité au fil des décennies :

- l'ensemble de données sur les dons des contribuables fournit des informations clés sur une source de revenus majeure pour notre secteur;
- l'Enquête sur le don, le bénévolat et la participation nous fournit des données riches sur les tendances en matière de bénévolat et de dons au fil du temps.

Ces produits de données ne suffisent pas à eux seuls à combler le déficit de données du secteur à but non lucratif, mais ils sont absolument fondamentaux pour notre compréhension de base du secteur.

En mars 2026, nous avons appris avec une grande inquiétude que le gouvernement avait l'intention d'annuler l'Enquête canadienne sur la situation des entreprises (ECSE). Cette enquête a été mise en place pendant la pandémie, à une époque de grande incertitude économique. Elle est devenue une source cruciale d'informations fiables et actualisées pour les entreprises et les organismes à but non lucratif concernant leur environnement opérationnel en rapide mutation.

Les données trimestrielles de l'ECSE sont utilisées par le secteur à but non lucratif pour la planification des ressources humaines, le développement du financement, le plaidoyer, la planification des services et plus encore. De plus, au début de 2024, Statistique Canada a diffusé des [données sur le secteur à but non lucratif](#) recueillies dans le cadre d'un module spécial de l'ECSE. L'enquête nous a fourni un éclairage essentiel — que nous n'avons pas eu depuis des décennies — sur la taille et la portée du secteur, ses finances, son leadership et les personnes qu'il sert.

L'annulation de l'ECSE découle de l'Examen exhaustif des dépenses. Or, l'élimination de produits de données qui permettent une prise de décision solide et fondée sur des données dans l'ensemble de l'économie va à l'encontre de la volonté du gouvernement de favoriser la croissance économique, l'efficacité et les résultats.

Dans nos collectivités, presque tout le monde a un lien avec les organismes à but non lucratif, que ce soit par l'emploi, le bénévolat, la participation à des programmes et services ou les dons. La population canadienne a besoin d'un leadership fédéral dans la collecte de données sur le secteur à but non lucratif, pour garantir la durabilité et la résilience de l'infrastructure sociale qui la soutient au quotidien.

Aujourd'hui, alors que le Canada continue de faire face à une grande incertitude, le moment est mal choisi pour mettre fin aux sources de données les plus fiables sur lesquelles s'appuie le secteur à but non lucratif pour éclairer la prise de décision.

Recommandation 1 : Nous demandons au gouvernement fédéral de maintenir le financement des produits de données existants sur le secteur à but non lucratif, notamment :

- le Compte satellite des institutions sans but lucratif et du bénévolat et son module associé sur les ressources humaines;
- l'Enquête sur le don, le bénévolat et la participation;
- l'Enquête canadienne sur la situation des entreprises (selon un calendrier de collecte réduit, soit deux fois par année);
- l'ensemble de données sur les dons des contribuables tiré des déclarations de revenus.

Recommandation 2 : Veiller à ce que l'élargissement de la collecte fédérale de données sur le secteur à but non lucratif se traduise par des données de haute qualité et accessibles, sans engendrer de fardeau administratif excessif

Nous saluons l'intention du gouvernement d'élargir la production d'information par les organismes à but non lucratif, ce qui pourrait accroître la transparence et la responsabilisation, tout en comblant l'une des lacunes les plus importantes en matière de données concernant notre secteur.

Nous exhortons le gouvernement à continuer de travailler en étroite collaboration avec le secteur à but non lucratif pour mettre en œuvre ces nouvelles mesures de collecte de données de manière réfléchie, afin de s'assurer que les avantages ne soient pas contrebalancés par le fardeau administratif et que les données recueillies soient accessibles au public, complètes et de haute qualité.

Recommandation 2 : Alors qu'il met en œuvre les mesures d'élargissement de la collecte de données sur les organismes à but non lucratif décrites dans l'avant-projet de loi, nous demandons au gouvernement :

- de modifier la *Loi de l'impôt sur le revenu* afin d'y introduire une nouvelle disposition s'inspirant du paragraphe 149.1(15) de la Loi — qui prévoit la publication des données du formulaire T3010 relatif aux organismes de bienfaisance, nonobstant l'article 241 — pour prévoir de la même façon la publication, au niveau de l'enregistrement, des données sur les organismes à but non lucratif recueillies au moyen du formulaire T1044 et de la déclaration de renseignements abrégée. Ces données doivent être accessibles gratuitement, sous des formats accessibles, et publiées sur une base mensuelle ou trimestrielle;
- d'assurer une mise en œuvre fluide en prenant des mesures simples pour limiter le fardeau administratif, soutenir les initiatives d'éducation et de sensibilisation, et promouvoir la production en ligne des déclarations.

À propos de la Coalition pour les données fédérales sur le secteur à but non lucratif

La Coalition pour les données fédérales sur le secteur à but non lucratif compte plus de 60 organismes à but non lucratif parmi ses membres à l'échelle nationale. Nous plaillons en faveur d'une collecte fédérale de données sur le secteur à but non lucratif accrue et améliorée. Notre objectif ultime est d'accroître l'impact du secteur et de lui permettre de mieux servir les collectivités grâce à une amélioration de la prise de décision, de la planification, du plaidoyer et de la mise en récit.

Personne-ressource

Emily Jensen

Gestionnaire, plaidoyer stratégique, Imagine Canada

ejensen@imaginecanada.ca